



Forum des jeunes professionnels du patrimoine mondial 2021

Patrimoine mondial et moyens de subsistance durables

5-9 juillet 2021, Fuzhou (Chine)/Réunion en ligne

 World Heritage
Young Professionals Forum
世界遗产青年论坛
FUZHOU, CHINA 2021

Document final

La voix des jeunes sur le patrimoine mondial et les moyens de subsistance durables

Nous, participants du Forum des jeunes professionnels du patrimoine mondial 2021 "*Patrimoine mondial et moyens de subsistance durables*", souhaitons adresser nos sincères remerciements au vice-ministre de l'éducation de la République populaire de Chine, M. Tian Xuejun, président de la 44e session du Comité du patrimoine mondial, et au Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO.

En outre, nous sommes reconnaissants à la Commission nationale de la République populaire de Chine d'avoir accueilli le Forum. Nos remerciements les plus sincères vont aux équipes d'organisation pour leur soutien, et aux groupes d'experts et de facilitateurs pour leurs idées enrichissantes et leur mentorat. Avec eux, nous avons examiné les vecteurs pertinents du patrimoine mondial, notamment :

- les peuples et la gouvernance;
- le tourisme et le développement communautaire ; et
- l'autonomisation des communautés par l'innovation

Grâce à nos échanges, nous avons reconnu et réaffirmé que l'éducation est la pierre angulaire de la promotion de moyens de subsistance durables pour le patrimoine mondial. Si nous reconnaissons et soutenons la nécessité d'une éducation continue sur la conservation du patrimoine mondial pour tous les groupes d'âge, tous les niveaux d'expertise et d'engagement, nous préconisons particulièrement le renforcement des capacités des jeunes en matière de protection, de préservation et de promotion du patrimoine mondial, par le biais d'échanges internationaux tels que les Forum des jeunes professionnels du patrimoine mondial.

En nous appuyant sur les déclarations finales des précédents forums et sur notre expérience enrichissante lors de l'édition 2021 du Forum, nous souhaitons partager nos recommandations avec toutes les parties prenantes du patrimoine¹, par le biais de ce document final, "*la voix des jeunes sur le patrimoine mondial et les moyens de subsistance durables*".

Nous recommandons

- **D'encourager** le dialogue et de renforcer la participation inclusive des communautés locales et des jeunes, par l'UNESCO, les autres agences internationales, les structures de gouvernance nationales, régionales et locales, dans la gouvernance du patrimoine mondial, en promouvant des espaces sûrs pour

la communication et le consensus, en développant de nouveaux médias et de nouvelles plateformes pour les échanges latéraux, et en démocratisant les processus décisionnels.

- **Créer** une plateforme de partage des connaissances plus large, universelle et accessible à toutes les parties prenantes, dirigée par l'UNESCO en collaboration avec les organisations consultatives et les structures de gouvernance nationales, régionales et locales des États parties, qui fournirait des lignes directrices sur les meilleures pratiques et proposerait des stratégies pour donner aux acteurs locaux les moyens d'agir pour la protection, la préservation et la promotion des sites du patrimoine mondial, sous réserve d'un suivi régulier.
- **Assurer** la gestion durable des sites du patrimoine mondial en soutenant et en mobilisant les réseaux communautaires et en établissant des stratégies de sortie réalisables et réalistes pour les agences externes travaillant sur le terrain.
- **Concevoir** des mécanismes pour élaborer, réviser, discuter et mettre à jour les plans de gestion du patrimoine mondial dans des délais plus courts au niveau local, afin de tenir compte de l'évolution des contextes socioculturels, des valeurs, des perceptions, des connaissances et des priorités des parties prenantes au fil du temps. La nature du patrimoine est multidimensionnelle et changeante, les plans de gestion doivent donc s'adapter à cette condition dynamique.
- **Intégrer** une approche diversifiée des processus de gestion du patrimoine mondial, en établissant un dialogue et des synergies fortes avec des secteurs variés (ceux qui sont particulièrement engagés dans les technologies numériques), afin de bénéficier d'une expertise intersectorielle et de développer des solutions durables pour la conservation du patrimoine mondial.
- **Renforcer** les capacités des acteurs locaux en matière de patrimoine mondial par le biais de forums publics, d'assemblées de citoyens et de coalitions communautaires.
- **Encourager** les organismes de gestion et de tourisme à l'intérieur et autour des sites du patrimoine mondial afin de mettre en œuvre des pratiques de tourisme durable par le biais de collaborations intersectorielles avec d'autres industries et en responsabilisant les cadres de gestion existants/établis, grâce aux [Indicateurs Culture | 2030](#).
- **Soutenir** le tourisme local par des projets menés par les communautés sur le terrain, en intégrant les connaissances et les compétences locales dans les projets de développement, afin de garantir des moyens de subsistance économiquement viables et durables à ceux qui dépendent directement ou indirectement du tourisme lié au patrimoine mondial.
- **Reconnaître et promouvoir** le rôle des institutions intersectorielles dans le domaine de la culture et de l'environnement/écologie, comme les musées locaux, les bibliothèques, etc., dans la propagation des discours narratifs des communautés et de leurs affinités avec les sites du patrimoine mondial, par le biais

de récits et d'autres formats de documentation des informations ethnographiques, qui mettent en évidence ces relations dynamiques et renforcent l'engagement des parties prenantes.

- **Donner** aux communautés locales les moyens de développer leurs propres discours narratifs pour interpréter la documentation, la conservation et la gestion du patrimoine, grâce à une approche mixte de la technologie moderne et des connaissances et savoir-faire traditionnels de la communauté (artisanat, musique, récits, etc.), les actions étant menées par les jeunes et soutenues par les structures de gouvernance nationales, régionales et locales.
- **Promouvoir** un accès équitable à la technologie et à la connectivité sur les sites du patrimoine mondial et aux alentours, conformément aux lignes directrices établies sur les sites, en particulier dans les pays du Sud et les communautés mal desservies, par le biais de collaborations entre les secteurs public et privé et en veillant à l'allocation de fonds et de ressources suffisants.
- **Promouvoir** les projets d'innovation visant à améliorer les moyens de subsistance des communautés engagées dans le patrimoine mondial en fournissant des incitations financières, un soutien technologique et logistique, et une formation commerciale aux jeunes professionnels. L'UNESCO et les organisations consultatives peuvent tenir conjointement une base de données consolidée de ces projets menés par les communautés.
- **Diversifier** l'approche de la conservation du patrimoine mondial en abordant d'autres formes de patrimoine associé (comme le patrimoine culturel immatériel, le patrimoine culturel subaquatique, etc.) qui ont une présence significative dans les moyens de subsistance des communautés engagées dans le patrimoine ; en s'appuyant sur les cadres d'autres *conventions* culturelles et instruments internationaux et sous la direction de l'UNESCO, des centres de catégorie 2, des chaires UNESCO et des organisations consultatives.

Nous, jeunes professionnels du patrimoine, nous engageons à poursuivre le mandat de l'UNESCO de construire la paix, à travers notre pratique de la gestion du patrimoine. Nos recommandations sont fondées sur notre conviction du pouvoir unificateur du patrimoine mondial et de la contribution de la diversité culturelle et naturelle à l'obtention de moyens de subsistance durables.

Merci

Les jeunes professionnels reconnaissent la diversité du terme "parties prenantes du patrimoine" qui inclut les agences internationales, les structures de gouvernance nationales, régionales et locales des États parties, les gestionnaires de sites, les ONG, les organisations et institutions des secteurs public et privé, les touristes, les jeunes, les communautés locales, les communautés de migrants et les communautés autochtones, étant entendu que ces terminologies sont en constante évolution.